

RAPPORT N° 2024/1-01
au Bureau de la Communauté
en séance du jeudi 15 février 2024

OBJET : AOO – RENOUELEMENT DU RESEAU D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2023 – ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N°11.

Ce rapport s’inscrit dans l’ENGAGEMENT 21 « S’engager vers une utilisation raisonnée de l’eau potable y compris le traitement de l’assainissement » dans le cadre de l’ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Par délibération en date du 7 décembre 2023, le Bureau Communautaire avait approuvé l’attribution du lot n°11 à l’entreprise OUEST BTP.

Pour des raisons de surcharge de commandes pour ce premier semestre 2024, l’entreprise OUEST BTP a renoncé à l’attribution du marché de renouvellement de réseau d’eau potable Programme 2023 - lot n°11 en ne remettant pas les pièces fiscales et sociales exigées.

Ci-dessous le classement des entreprises retenues par la CAO du 06 décembre 2023 :

N° DU CANDIDAT	CANDIDAT	OFFRE € HT	NOTE PRIX	NOTE TECHNIQUE	NOTE ENVIRONNEMENTALE	NOTE FINALE	RANG
3	OUEST BTP	198 900,00 €	19,90	12,00	20,00	16,75	2
4	RUNEO / SBCV	223 424,24 €	17,72	16,00	20,00	17,26	1
8	CLM	197 930,00 €	20,00	7,00	20,00	14,80	7
9	TPROI	244 530,00 €	16,19	16,00	20,00	16,50	5
10	AAD	238 613,60 €	16,59	16,00	20,00	16,70	4
11	MRC TP	233 996,00 €	16,92	12,00	20,00	15,26	6
13	STPE	216 920,00 €	18,25	14,00	20,00	16,73	3
14	4BBTP	212 193,00 €	18,66	8,00	20,00	14,53	8

Au vu du classement des offres, l’entreprise RUNEO-SBCV est premier du classement mais conformément au règlement de consultation et des modalités particulières d’attribution un même soumissionnaire ne pourra se voir attribuer qu’au maximum 2 lots. L’entreprise RUNEO/SBCV se voyant déjà attribuer les lots n°5 ET 6, les lots les plus importants en termes de montant proposé, il a été proposé d’attribuer le lot n°11 à l’entreprise OUEST BTP.

Compte tenu de tous ces éléments, il est proposé d’attribuer le marché de renouvellement de réseau d’eau potable programme 2023 – lot n° 11 à l’entreprise STPE classée en 3^{ème} position.

L’amélioration des performances hydrauliques constitue un enjeu environnemental sur le territoire de la CINOR. Dans un contexte de pression sur la ressource en eau et de coûts de production et d’adduction en hausse, il s’agit de réduire au maximum les pertes en eau afin de réduire les prélèvements dans le milieu naturel et de maîtriser la consommation électrique liée à la production et à l’acheminement de l’eau vers les abonnés.

Les travaux à réaliser comprennent :

- Les fouilles en tranchée ;
- La pose de canalisations et d’équipements hydromécaniques ;
- Le report des branchements particuliers ;
- La suppression des réseaux vétustes ;
- La réfection de tranchées et trottoirs.

Les procédures de consultation en vue de la passation de ces marchés se sont déroulées dans les conditions suivantes :

- Procédure : appel d’offres ouvert européen (publication BOAMP et JOUE).
- Allotissement, Désignation, Délai et Coût prévisionnel :

DCE	RENOUVELLEMENT RESEAU AEP 2023	Délai de préparation (PP)	Délai de travaux (T)	Montant (€ HT)
LOT 11	o Allée des Fluorines	2 mois	3 mois	260 000,00

À la suite de la décision prise lors de la délibération du 7 décembre 2023 concernant l'attribution des lots numéro 3 à 11 du marché intitulé "Renouvellement du réseau d'alimentation en eau potable - Programme 2023" et suite à la rétraction de l'attributaire initial du lot n°11, il est proposé d'attribuer le marché à la société STPE, classée en troisième position pour son offre en variante 2 d'une valeur de 216 920,00 € H.T.

Les dépenses correspondantes seront imputées au budget annexe de l'Eau de la CINOR en section investissement :

Chapitre 23.

Je vous demande par conséquent de bien vouloir :

- approuver les pièces constitutives du marché « Renouvellement du réseau AEP – Programme 2023 – Lot n°11 ».
- m'autoriser à signer le marché de travaux précité, avec le prestataire classé en troisième position retenu par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 6 Décembre 2023, à savoir l'entreprise STPE pour son Offre variante 2, et ce pour un montant de 216 920,00 €HT.
- m'autoriser, dans le cas où le(s) attributaire(s) ne serai(en)t pas en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016, dans le délai fixé, à signer le marché avec le(s) candidat(s) classé(s) après, pour chacun des lots, tel que figurant dans le tableau indiqué ci-avant, à condition que ceux-ci soient en mesure de fournir les pièces requises à l'article 51 du décret N° 2016-360 du 25 mars 2016.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président,
Maurice GIRONCEL



**DECISION N°2024/1-01
du Bureau de la Communauté
en séance du 15 février 2024**

**OBJET : AOO – RENOUELEMENT DU RESEAU D’ALIMENTATION EN EAU POTABLE PROGRAMME 2023 –
ATTRIBUTION DU MARCHE DE TRAVAUX POUR LE LOT N°11.**

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2024/1-01 du Président ;

Accusé de réception en préfecture
974-249740119-20240215-BC2024-1-01-DE
Date de télétransmission : 22/02/2024
Date de réception préfecture : 22/02/2024

**APRES EN AVOIR DELIBERE,
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver les pièces constitutives de ce marché « Renouvellement du réseau AEP – Programme 2023 – Lot n°11 ».

ARTICLE 2

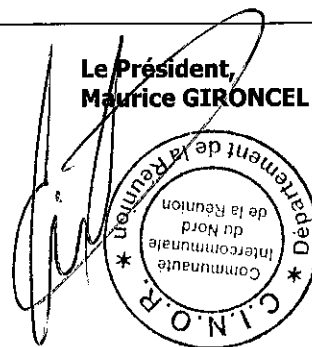
D'autoriser le Président à signer le marché de travaux précité, avec le prestataire classé en troisième position retenu par la commission d'appel d'offres qui s'est réunie le 6 décembre 2023.

- Pour le lot n°11, avec l'entreprise STPE – Offre variante 2 pour un montant de 216 920,00 €HT.

Nombre de votants : 14 Suffrages exprimés : 14 Vote pour : 14 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme
Fait à Sainte-Clotilde le 22 FEV 2024

Le Président,
Maurice GIRONCEL



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20240215-BC2024-1-01-DE Date de télétransmission : 22/02/2024 Date de réception préfecture : 22/02/2024
--